

Le " NON " du P.S.U.

QUE, dans leur immense majorité, les Français soient aujourd'hui acquis à l'idée que le rétablissement de la paix passe par la reconnaissance de la nation algérienne, voilà qui ne fait plus de doute pour personne.

Ceux qui croient encore à « l'Algérie française » et à ses mensonges représentent probablement moins de 10 %, et peut-être à peine plus de 5 % de la population et leur nombre, sinon leur rage, va toujours en diminuant.

Mais être acquis à l'idée de la reconnaissance de la nation algérienne ne signifie pas avoir une vision exacte des conditions dans lesquelles cette nation va pouvoir accéder à la liberté. Beaucoup de gens qui désirent de tout leur cœur la fin des combats ne comprennent pas pourquoi la lutte continue alors que chacun s'est déclaré favorable au principe de l'autodétermination. Ils distinguent mal la différence entre la négociation du cessez-le-feu et celle de l'autodétermination. Et comme la presse qu'ils lisent et la radio qu'ils écoutent les renseignent d'une manière partielle et incomplète, tout tend à se réduire pour eux à un problème de confiance : faut-il suivre ou ne pas suivre le général de Gaulle ?

Quand celui-ci torpille la rencontre de Melun, on se met à douter qu'il veuille réellement la paix. Mais quand il est en Algérie l'objet des manifestations hostiles des Ultras, on se demande s'il n'est quand même pas sur la bonne route.

C'est sur cette inévitable confusion que joue le régime. Son objectif n'est pas seulement de procurer un nouveau chèque en blanc à son chef. Il est aussi de dissocier l'avant-garde consciente, qui mène le combat contre la guerre d'Algérie, de la grande masse des travailleurs simplement favorables à la paix.

DEPUIS le printemps, et surtout depuis cet automne, des liaisons de plus en plus actives s'étaient établies entre cette avant-garde et ces travailleurs. On commençait à secouer la vieille apathie et à croire à nouveau à l'efficacité des grandes actions menées en commun.

C'est ce mouvement que de Gaulle a voulu casser, en même temps qu'il cherchait à redresser sa situation sur le plan international.

Aussi, le vrai problème que nous pose le référendum n'est pas celui de savoir s'il avancera ou non le moment de la paix (pour nous, il s'agit d'un recul de l'heure de la négociation, et donc d'un recul de la paix), mais celui de savoir si nous réussissons ou non à maintenir, puis à développer les liens qui, à travers groupements politiques, syndicats et organisations multiples, nous unissent aux masses.

En choisissant de voter « non » alors que nous savons que des millions d'hommes et de femmes, — cependant profondément hostiles à la poursuite de la guerre — vont être entraînés par le mécanisme plébiscitaire à voter « oui », nous avons choisi la voie de la clarté et de la fermeté qui nous paraît la seule juste et la seule « payante ».

NOUS disons aux travailleurs : « Si le référendum conduit à la paix, il faut voter « oui » ; s'il ne sert qu'à gagner du temps et éloigner la solution, il faut voter « non ». Et c'est précisément parce que nous sommes persuadés que de Gaulle n'est pas encore disposé à discuter avec les Algériens que nous lui refusons la Confiance qu'il nous demande ».

Ce langage sera-t-il entendu ? Il y a quinze jours, le vent était encore très fort pour le « oui ». Aujourd'hui, l'atmosphère est un peu différente. Les discours prononcés par de Gaulle ont montré son souci de se concilier à nouveau l'armée. C'est elle qui fera « voter » les Musulmans du bled, et elle ne le fera pas sans garanties. Les voyages précipités de Debré et Messmer sentent à plein nez le marchandage. Le chantage à la démission n'a pas eu, d'autre part, l'effet que le général en attendait. Puisqu'il est acquis que la grande majorité des « non » de la métropole seront des « non » de gauche, pourquoi ne pas poser ouvertement le problème de la négociation et donner à ce sujet toutes les garanties nécessaires. Sinon parce qu'on ne veut précisément pas s'engager sur ce point ?

Enfin, l'attitude équivoque des leaders indépendants, radicaux et S.F.I.O. a donné à réfléchir à beaucoup de gens. Si ces messieurs prennent tant de précautions, c'est bien parce qu'ils pensent que dans trois mois, il sera bon de pouvoir affirmer que l'on avait multiplié réserves et mises en garde.

MAIS pour nous qui bâtissons un parti nouveau, un parti qui ne peut espérer obtenir la confiance des travailleurs que dans la mesure où il leur dit la vérité, pour nous, ces ruses sont aussi méprisables que dangereuses. Nous sommes et nous demeurerons les camarades de tous ceux qui espèrent en la paix, quel que soit le vote qu'ils puissent émettre. Mais pour que cet espoir commun ne soit pas déçu, pour que la lutte puisse continuer dès le lendemain même du référendum, nous disons clairement, nettement, catégoriquement « NON ».

Gilles MARTINET

Pour la négociation immédiate, pour la PAIX
contre les supercherries du référendum, contre le pouvoir gaulliste

MEETING DU P.S.U.

avec Edouard DEPREUX, Gilles MARTINET, Jean POPEREN, Robert VERDIER
et Laurent SCHWARTZ sous la présidence de Mireille OSMIN

Vendredi 6 Janvier 1961, à 20 h. 45, à la Mutualité
23, rue St-Victor (Métro : Mutualité)